



La direction de "Malikilé" a la profonde douleur de vous annoncer la perte brutale de son journaliste Diala Konaté. Malikilé présente ses condoléances les plus attristées à la famille biologique du disparu ainsi qu'à toute la presse malienne. Que le Tout puissant le reçoive dans son Paradis céleste.

Dors en paix Diala !

MALI

918

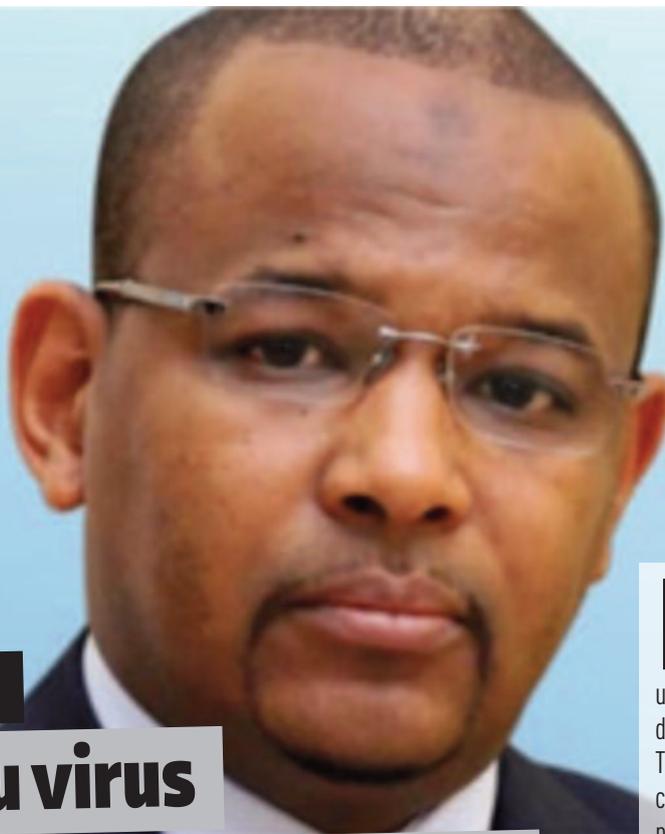
www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 24 AOÛT 2021

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Boubou Cissé à l'URD

Inoculation du virus de l'ethnisme et de la division

La page de la trahison de IBK par Boubou Cissé, ouverte dans une émission sur la chaîne de télévision internationale TV5 avec une violente charge sur le régime qui la politiquement enfanté est sur le point de connaître son épilogue : IBK au tombeau et vive l'URD ! ...



Épreuves du Bac 2021 : Le PM a donné le coup d'envoi hier



Campagne de vaccination anti-COVID : Couper la chaîne de transmission



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

23 août
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1220

Nouveaux cas confirmés

06

Nouveaux guéris

06

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

14 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
04 cas graves en soins intensifs
81 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

14 763

Guéris

14 059

Décès

536

dont 95 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.19



P.20



/ Une /

Boubou Cissé à l'URD : Inoculation du virus de l'ethnisme et de la division

P.5

/ Brèves /

Dossier relatif à l'achat de l'avion présidentiel et aux équipements militaires :

P.11

La Cour Suprême blanchit SBM

P.11

Ozone-Mali : Les travailleurs arrangent la tenue et les balais

P.11

Force du G5 Sahel : Le Tchad retire 600 soldats

P.12

Axe Dakar-Bamako : Les routiers maliens ne savent plus à quel saint se vouer !

P.12

Primature : Le Général Bouréma Condé reçu par le Premier ministre

P.12

/ Actualité /

Épreuves du Bac 2021 : Le PM a donné le coup d'envoi hier

P.14

Campagne de vaccination anti-COVID : Couper la chaîne de transmission

P.15

Groupement d'Intervention de la Police Nationale (GIPN) : L'utile appui de l'Ambassade de France au Mali

P.16

Objectifs du Développement Durable de 2016 à 2020 : Un dispositif unique pour la mise œuvre !

P.17

Dividende démographique : Atelier de formation des acteurs centraux et régionaux en économie générationnelle

P.18

Faux litige foncier à Baco-Djicoroni Extension Sud-ouest : Une protagoniste prise dans son propre piège

P.19

/ Politique /

Problématique de la durée de la transition au Mali : Quatre bonnes raisons pour la proroger

P.20

URD : La conférence nationale prévue pour le 23 octobre

P.21

/ Culture & société /

Faits divers : Jalousie mortelle

P.22

/ International /

Espace CEDEAO : Migration-développement et libre circulation des personnes

P.24

Haïti : Les localités s'organisent en attendant l'aide internationale acheminée par hélicoptère

P.25

Sénégal : Le ministre de l'Intérieur a visité les quartiers inondés de Dakar

P.27

/ Sport /

Mondial de Beach Soccer : Le Sénégal bat le Portugal et se qualifie pour les quarts

P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Dïala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**

Hommage au doyen **Diala KONATÉ**

Journaliste de votre quotidien numérique "**Malikilé**"



La direction de "**Malikilé**"

a la profonde douleur de vous annoncer la perte brutale de son journaliste **Diala Konaté**
Malikilé présente ses condoléances les plus attristées à la famille biologique du disparu
ainsi qu'à toute la presse malienne.

Que le Tout puissant le reçoive dans son Paradis céleste.

Dors en paix **Diala** !



Boubou Cissé à l'URD

Inoculation du virus de l'ethnisme et de la division

La page de la trahison de IBK par Boubou Cissé, ouverte dans une émission sur la chaîne de télévision internationale TV5 avec une violente charge sur le régime qui l'a politiquement enfanté est sur le point de connaître son épilogue : IBK au tombeau et vive l'URD ! Sans état d'âme et sans remords ! Mais voilà, qui a trahi, trahira dit l'adage. Eh bien Boubou Cissé a déjà préparé son coup d'après, son plan B comme on dit, au cas où il n'obtiendrait pas l'investiture de son nouveau parti. Machiavélique serait un doux euphémisme pour décrire ce qui est projeté. Et dont les prémises sont déjà en chantier depuis la Conférence régionale de Mopti tenue le 14 mars dernier. A cette grande messe, l'ancien Premier Ministre de IBK avait battu le rappel de ses troupes de Djenné, de la région de Mopti, d'une partie de la région de Tombouctou et de certains maliens établis dans un pays

voisin. Toutes ces invitations ont été faites sur une base exclusivement ethnique et clanique. Et pourquoi donc Tombouctou pourrait-on faire remarquer ? Boubou Sidibé sait de quoi nous parlons exactement car chez lui on parle couramment peulh et sonrhai de Goundam. Les personnalités les plus influentes de ces « parents » ont été lourdement chargés de billets de banque pour aller battre campagne. Où ? Bien sûr chez les autres parents de Boubou Cissé sur une base purement ethnique pour ne pas dire raciale. Ce nouveau virus que Boubou inocule dans la politique malienne est plus que dangereux : il est tout simplement mortel. Et le pire est que Boubou compte en faire son fonds de commerce politique au sein de l'URD si son investiture est acceptée ou électoral au cas où un autre candidat lui serait préféré. Ceux venus de l'étranger sont encore dans le Mopti profond et devrait poursuivre la même

mission auprès de la même communauté établis à l'étranger.

Dans cette entreprise, Boubou Cissé est fortement appuyé par un haut représentant d'une faïtière de Maliens de la Diaspora sur les mêmes bases ethniques. Cette personne, en apparence ne serait pas concernée par ces bases ethniques sauf pour ceux qui le connaissent très bien et qui savent ses attaches de Dialoubé ou il a d'ailleurs grandi.

C'est d'ailleurs pour cette fibre ethnique que Boubou Cissé et ses soutiens ne cessent de parler du soutien sans faille de la famille Cissé de Djenné à l'URD.

Le forcing de Boubou, sur le plan politique cette fois-ci s'est matérialisé par une pétition lancée à la hussarde pour « la convocation et la tenue d'une conférence nationale extraordinaire (de l'URD) dans un délai de vingt (20) jours à compter de la signification de la présente ». Ainsi, les pétitionnaires pro-Boubou voulaient leur conférence extraordinaire pour la mi-septembre avec un ordre du jour portant sur « le remembrement du Bureau Exécutif national de l'URD ». Ils ont quand même réussi à obtenir 72 signatures qui se sont avérées insuffisantes pour leur satisfaire toutes leurs exigences. A l'issue donc d'une réunion du Bureau National du parti tenue le Samedi 21 août, il a été décidé de tenir une Conférence nationale le samedi 23 octobre 2021 à Bamako



et le lancement de l'appel à candidature à la présidence du parti à toutes les sections. Les pétitionnaires ont perdu leur bras de fer sur l'agenda qu'ils voulaient imposer au parti mais ont gagné une manche significative sur la prochaine élection du président du parti pour laquelle leur poulain est l'ancien député de Kati et soutien de Boubou Cissé Gouagnon Coulibaly. D'autres candidats « légitimistes » affûtent leurs armes et la bataille s'annonce particulièrement rude. Elle opposera les tenants du militantisme réel et historique aux riches surenchérisseurs qui veulent acheter un parti à la bourse des valeurs financières. Et si malgré toutes ces combines, les anti-boubous, fort nombreux réussissaient à bloquer son investiture comme candidat du parti à la prochaine élection présidentielle ? C'est là que le Plan B serait déroulé avec Maître Kassoum Tapo à la manœuvre. Son mouvement de circonstance, le MOREMA qui servirait de réceptacle pour Boubou Cissé avant d'être son tremplin pour l'élection présidentielle. Ce serait une nouvelle trahison de Boubou Cissé. Un coup de poignard dans le dos de l'URD, le parti de Soumaila Cissé qui le conseillait, le protégeait et même le grondait parfois. Certains n'hésiteraient pas alors à dire que l'URD n'aurait à s'en prendre qu'à lui-même. Voilà les raisons pour lesquelles Tapo s'agitte depuis quelques temps en attente, pour lui,

d'un retour rapide sur investissement qui le conduirait dans un cas à rejoindre la plateforme que mettrait en place l'URD si Boubou y atteint ses objectifs ou à accueillir le « futur naufragé » politique à la recherche de point de chute si tous ces schémas s'effondrent comme châteaux de cartes. Tous ces micmacs n'intègrent pas une donnée fondamentale : et si les deux principaux pro-

tagonistes étaient rattrapés par les affaires judiciaires qui planent sur leurs têtes et pour lesquelles ils cherchent une couverture politique pour se mettre à l'abri d'éventuelles déconvenues. Déconvenues ? Encore un doux euphémisme !

■ **Moctar Sow**



■ Choguel Kokalla Maiga



Lancement des épreuves du Baccalauréat malien. J'ai procédé au lancement, ce lundi matin, des épreuves de la session 2021 du Baccalauréat Malien (BAC) au groupe scolaire de Kalaban Coura-ACI. Aux candidats, J'ai déclaré « le diplôme du baccalauréat vous servira au cours de votre carrière, il vous permettra d'intégrer une école supérieure. Nous souhaitons que vous le réussissiez avec brio car vous êtes l'avenir du Mali. »

J'ai salué le travail abattu par les encadreurs, les surveillants, l'administration scolaire et les forces de sécurité afin que ces épreuves puissent se tenir.

« Vigilance engagement et détermination sont vos maîtres mots durant ces épreuves, le Mali compte sur vous. » ai-je rappelé aux surveillants.

CCRP/Primature



■ Nouhoum Togo



Dimanche vers 11h 05 Affrontement dans la commune de Djoumanzana a 20km de Marka coungo arrondissement de Fana.

Les jeunes de 4 villages ont tabassé les lotisseurs qui vendent leurs terres cultivables sans leur consentement, le maire et les chefs des villages ne sont pas d'accord pour les morcellement.

Selon eux le procureur est complice.

Plus 500 à 600 hectares morcelés sans accord du maire et des chefs de village.

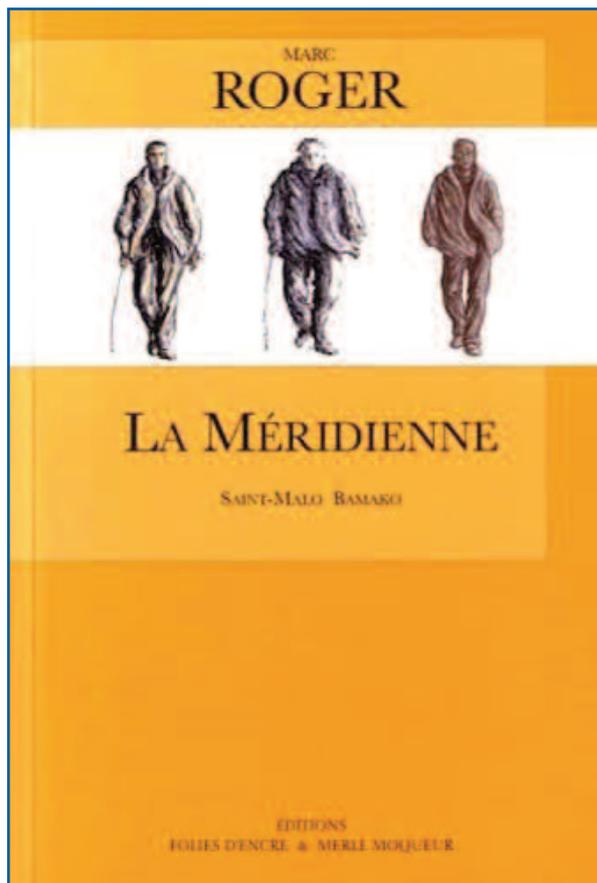
BILAN : Un mort et des blessés graves

■ Ambassade de France au Mali



"La marche est une bibliothèque sans fin qui décline chaque fois le roman des choses ordinaires placées sur le chemin" cite Marc Roger dans son De Saint-Malo à Bamako.

Né au , ce lecteur relia à pied ces 2 villes, situées à plus de 7 000km, pour conter des histoires



■ Histoire d'Afrique et des Peuples Noirs

Ernesto Che Guevara au CONGO

Une photo de 1965 présente le révolutionnaire cubano-argentine Ernesto Che Guevara (à gauche) dans un camp dans la jungle congolaise en compagnie de soldats congolais et cubains impliqués dans le mouvement de guérilla dans ce pays. Après l'échec de ce soulèvement, Guevara a passé plusieurs mois en Tanzanie où il a écrit sur son expérience au Congo, aboutissant finalement au livre «Pasajes de la Guerra Revolucionaria: Congo» ou «Écrits sur la guerre révolutionnaire: Congo», qui est devenu disponible à Cuba, le 27 avril 1999, pour la première fois.



AMARA Bathily Page



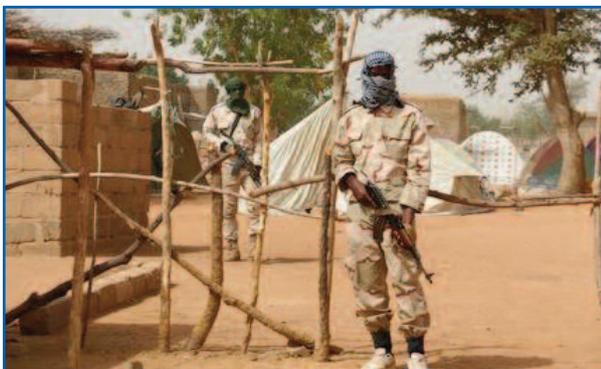
LES PYROMANES DES ENTREPRISES POLITIQUES:

RPM, ADEMA, ASMA ET AUTRES QUI COMPLOTTENT CONTRE UN MALI SE CROIENT CACHÉES on a tout compris

RFI Afrique



D'où viennent les armes utilisées par les groupes armés au Sahel ? Une étude publiée ce lundi 23 août par l'ONG Amnesty International révèle que la branche sahélienne du groupe État islamique ainsi que le JNIM lié à al-Qaïda utilisent des armes de fabrication européenne et notamment serbe. Amnesty pointe aussi leur utilisation par des milices pro-gouvernementales et évoque des circuits illégaux d'armements de ces groupes.



USAID Mali



Le lance la phase 2 de sa campagne de vaccination contre la COVID-19 !

L'Ambassadeur des Etats-Unis au Mali, M. Dennis Hankins était, ce matin, aux côtés de son Excellence le Premier Ministre de la transition, M. Choguel Kokalla Maïga pour procéder au lancement de la phase 2 de la campagne de vaccination contre la COVID-19. L'évènement s'est déroulé en présence de plusieurs partenaires du Mali et des populations sorties massivement pour l'occasion. Pour marquer l'évènement, son Excellence le Premier Ministre de la transition, M. Choguel Kokalla Maïga a administré la première dose du vaccin Johnson & Johnson à la Directrice par Intérim de l'USAID Mali, Mme Cheryl Anderson.

Pour rappel, avec les 151.200 doses du vaccin Johnson & Johnson reçues grâce au soutien des , cette campagne ciblera les personnes âgées de 18 ans et plus, venant prioritairement des zones d'accès difficile (Kayes, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et le district de Bamako), des étudiants, des transporteurs ainsi que des personnes déplacées internes qui n'ont pas encore reçu de dose

de vaccin contre la COVID-19.

Si vous voulez vous faire vacciner et vous informer sur la COVID-19 n'hésitez pas à appeler à ce numéro vert gratuit #36061 de l'Agence Nationale de Télé Santé et d'Informatique Médicale.



BBC News Afrique



Un deuxième membre d'une organisation anticorruption de la République démocratique du Congo a été arrêté après avoir porté des accusations contre l'épouse du président.

L'organisation, "Lutte pour le changement" (Lucha), a affirmé qu'une fondation dirigée par Denise Tshisekedi avait détourné l'aide destinée aux victimes d'une éruption volcanique.

La fondation a nié ces allégations. La fondation a nié avoir détourné l'aide destinée aux victimes d'une éruption volcanique.

Ghislain Muhiwa a été arrêté à son domicile dans la ville de Goma, dans l'est du pays.

Son collègue Parfait Muhani a été arrêté en juillet pour le même incident et attend d'être jugé par un tribunal militaire.



■ Présidence de la République du Tchad

BASKETBALL : Le Président du Conseil Militaire de Transition, le Général de Corps d'Armée MAHAMAT IDRISSE DEBY ITNO a réservé les premières heures de sa journée pour honorer les dignes représentants du Tchad



■ Ibou SY



Un avion transportait des fous. L'avion a décollé de Bamako et partait à l'hôpital psychiatrique de Washington. Lorsqu'il fut sorti du territoire malien, un fou, le plus intelligent parmi les fous, vient voir le pilote et lui dit:

- Mr svp pouvez vous m'apprendre comment piloter un avion ?

Le pilote répond :

- Oui, mais à une seule condition !

Il réplique :

- Laquelle ?

Le pilote répond :

- Si tu arrives à faire taire tes camarades qui bavardent derrière, je t'apprendrai.

Il répond :

- Ok attendez-moi j'arrive.

Quelques minutes après, il revient vers le pilote et bizarrement le pilote n'entendait plus de bruit ni de bavardage. Etonné, il lui demande :

- Mais comment t'as fait ?

Le fou répond en souriant :

- Hooorrr ! Ça na pas été difficile!, j'ai ouvert la porte et je leur ai dit d'aller jouer au dehors....

Le pilote s'est évanoui aussitôt....

Ma façon de te souhaiter une bonne fin de semaine moins de stress... La Vie est Belle

■ Primature du Mali



L'AMA-SNJ reçue à la Primature
Le Premier ministre, Chef du Gouvernement a reçu, ce lundi 23 août 2021, en présence du

Ministre de la Jeunesse et des Sports chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne, M.Mossa Ag Attaher, une délégation de l'Amicale des Anciens du Service National des Jeunes (AMA-SNJ) conduite par son président M.Ousmane Abou Diallo.

Au menu des échanges entre le Premier ministre et ses hôtes les priorités de la transition ainsi que la place que doit occuper le SNJ. Le Chef du Gouvernement a rappelé que par le passé, le SNJ a suppléé l'armée dans les missions de développement mais surtout de protection des lieux stratégiques de l'Etat notamment au cours de la guerre de 1985.

« Le SNJ doit désormais occuper sa place dans tous les débats des forces vives de la nation. » a déclaré le Chef du Gouvernement.

Pour rappel, M.Choguel Kokalla Maïga a effectué le Service National des Jeunes en qualité de soldat de 2^e classe de l'Armée malienne. CCRP/Primature



■ Kany Keita



Kany Keita est avec Abdoul Momini Bokoum et 10 autres personnes

Atelier de renforcement des capacités des OSC et des médias

Ouverture ce lundi 23 août 2021 au centre du Secteur Privé de la seconde phase des sessions de formation des acteurs impliqués sur les questions migration-développement et la libre circulation des personnes et des biens.

Après la réussite d'une première phase de formations des acteurs à Bamako, Kayes et Sikasso, le projet d'information et de sensibilisation sur les risques et dangers de la migration irrégulière et la promotion de la libre circulation dans l'espace CEDEAO, vient d'initier un deuxième cycle de formation à l'intention des médias et des Organisations de la société civile.

Comme le premier cycle de formation ce deuxième cycle va contribuer à renforcer les capacités de 180 personnes à Bamako, Kayes et Sikasso.

Cette activité est organisée dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'information et de sensibilisation sur les risques et dangers de la migration irrégulière et la promotion de la libre circulation dans l'espace CEDEAO. Ce projet est le fruit d'un partenariat du Gouver-

nement de la République du Mali, de l'Union Européenne et de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID). Il est financé par le fonds d'urgence de l'Union européenne sur la migration.



Radio Guintan



Évasion à la prison de Baroueli.

Évasion à la Maison d'arrêt de Baroueli ce jour 23 Août 2021 aux environs de 13h... Dix (10) détenus tous des inculpés évadés...

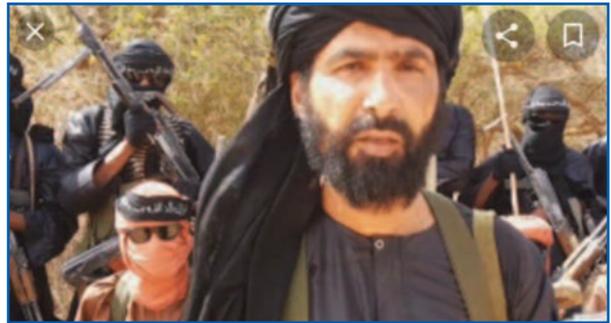
Des blessures légères sur deux surveillants et deux détenus. Apparemment un détenu dangereux du nom de Adama DEMBELE inculpé de vol qualifié, association de malfaiteurs a profité de l'ouverture de la cellule pour se précipiter dehors suivi par d'autres détenus. Après avoir caillassé l'agent de garde les détenus ont disparu dans la nature. Les recherches sont en cours pour les appréhender et les remettre à la disposition de la justice. Le calme est revenu et les recherches continuent. DRAME JPCE BAROUELI.



Fahad Ag Almahmoud



J'ai appris de ressources généralement crédible qu'Adnane Abou Walid Assahrawi fondateur et Chef de l'EIGS a été tué hier entre Menaka et le Niger.



Wassim Nasr



Porte parole de l'EIA #Taliban « on a fait notre Jihad pour l'application de la Chariaa & l'instauration d'un régime islamique, que personne ne s'inquiète à ce sujet »

Armée française - Opérations militaires



#Apagan | Les évacuations des poursuivent. Les 12e, 13e et 14e norias entre Kaboul et Abou Dabi ont permis aujourd'hui à près de 500 personnes de quitter l'Afghanistan. Désormais pris en charge aux Émirats, ces ressortissants français et afghans rejoindront Paris dans la nuit.



Studio Tamani



Studio Tamani received a reply 19 août 2013 - 19 août 2021: 8 ans que @StudioTamani produit & diffuse ! Cette année, nous recevons un cadeau d'anniversaire spécial et qui nous fait chaud au cœur. Parce qu'il vient de nos auditeurs. Parce qu'il démontre l'utilité de notre travail.

Dossier relatif à l'achat de l'avion présidentiel et aux équipements militaires : La Cour Suprême blanchit SBM



Après avoir obtenu un classement sans suite dans ce dossier, l'ancien ministre de la Justice, le très populiste Malick Coulibaly, a donné des instructions pour la réouverture du même dossier. En mars dernier, la Cour Suprême, l'instance juridictionnelle suprême du Mali a répété la même chose, en classant sans suite ce dossier. L'information nous a été révélée par Soumeylou Boubèye Maiga (SBM), ancien ministre de la Défense au moment des faits, ancien Premier ministre, et surtout président de l'ASMA/CFP. C'était le jeudi soir, au cours de l'émission phare de la télévision Renouveau, le Grand jury, sous la présidence de Oumar Barou Sidibé. C'est ce dernier qui, dès son introduction, a interpellé Soumeylou Boubèye Maiga sur la question. Après précieuses explications sur l'état de l'Armée malienne en 2013, le président de l'ASMA/CFP a révélé qu'il n'y a eu aucune malversation financière et qu'il demeure serein. Avant d'ajouter que la Cour Suprême a clos ce dossier en mars 2021, sans qu'il ne soit incriminé. Il jure la main sur le cœur qu'il est blanc comme neige et rien ne l'empêche de poursuivre son action politique. Il dit comprendre les folles rumeurs sur les réseaux sociaux qui proviennent des personnes bien identifiées dont l'objectif est de salir son nom et son image. Autrement dit SBM est un homme propre. Il se prépare à être dans les starting-blocks de la présidence en 2022, pour faire prévaloir son ambition pour le Mali

A suivre

Seydou Diamoutene / Source : 22 Septembre

Force du G5 Sahel : Le Tchad retire 600 soldats

Le Tchad a annoncé, samedi dernier, avoir retiré la moitié de ses effectifs déployés en février au sein de la force anti-terroriste du G5 Sahel dans la zone dite «des trois frontières», frontalière du Mali, du Niger et du Burkina Faso. L'annonce a été faite par le porte-parole du gouvernement tchadien, Abderamane Koulamallah. Le contingent est arrivé jeudi soir en territoire tchadien après un départ qui a été coordonné avec les partenaires du G5 Sahel et les Français, ont confirmé des sources sécuritaires tchadiennes. Ils sont 600, soit la moitié de l'effectif déployé en février dernier dans la zone «des trois frontières». Et seront déployés dans le Nord du Tchad qui fait face à plusieurs défis sécuritaires, indiquent ces mêmes sources, qui ajoutent que plusieurs

Ozone-Mali : Les travailleurs arrangent la tenue et les balais



Les travailleurs de l'entreprise réclament les nombreux arriérés de salaires (1.882 Maliens et six Marocains). Le jeudi, 12 août 2021, aux environs de 9h, les travailleurs de la société d'assainissement « Ozone-Mali » très en colère ont envahi la Bourse du Travail. Pour inviter les autorités à régler leurs salaires impayés, en déclenchant en même temps une grève illimitée. Selon leur leader, Abdramane Sanogo. « Nous travaillons depuis plusieurs mois sans salaire. Nous avons rencontré à plusieurs reprises notre hiérarchie, qui dit n'avoir plus de solution pour nous ». Aace à cette situation, « nous avons déposé un préavis de grève de 48h, on nous a fait savoir que l'Etat n'a toujours pas payé, maintenant nous sommes dans un élan de grève illimitée », ajoute-t-il. Ce mouvement d'humeur intervient à un moment où les rues de Bamako contiennent plusieurs milliers de tonnes de déchets.

Au Mali, les pouvoirs publics n'arrivent plus à assurer l'assainissement correct de Bamako et la situation est plutôt critique. Jadis la coquette, Dame Bamako n'est plus la coquette d'autrefois. En cette période de pluies, les immondices empêchent l'eau de circuler, causant parfois des drames. La société chargée de l'assainissement de la capitale semble être financièrement et physiquement asphyxiée. Cette incapacité à assainir la ville est malheureusement un business qui peut rapporter gros. Malgré des initiatives de la Mairie du District pour assainir Bamako. Jusque-là, la capitale malienne est loin d'arborer sa tenue de Bamako la coquette, perdue depuis belle lurette. Car la gestion des déchets reste une problématique. Que ce soit dans les marchés ou dans les quartiers, l'insalubrité fait sa loi. La raison : les habitants ou les ménages gèrent eux-mêmes les déchets qu'ils produisent. Dans la ville, aucun bac à ordures public n'est construit. Alors, pour se débarrasser de leurs ordures, les ménages les déposent sur les voies publiques ou sur les terrains vides.

Mahamadou YATTARA / Source : InfIdsept

colonnes de rebelles chercheraient depuis plusieurs mois à regagner la capitale. C'est donc un redéploiement stratégique qui ne changera rien au dispositif de lutte contre le terrorisme au Sahel, a insisté le porte-parole du gouvernement tchadien, Abderamane Koulamallah. Il faut rappeler que l'Armée tchadienne est au côté de notre pays dans la lutte contre le terrorisme depuis janvier 2013. Les troupes tchadiennes ont éliminé plusieurs terroristes dans le Grand Nord, particulièrement dans la Région de Kidal, où opéraient les éléments de Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et de l'État islamique au Maghreb. Malgré la perte de plusieurs de ses soldats au Mali, le Tchad continue à soutenir notre pays dans la lutte contre le terrorisme.

Massa SIDIBÉ / Source : L'ESSOR

Axe Dakar-Bamako : Les routiers maliens ne savent plus à quel saint se vouer !



Le drame s'est déroulé dans l'après-midi du dimanche 15 août 2021 dans le centre-ville de Kaolack au Sénégal, un camion malien est entré en collision avec un taxi sénégalais qui a provoqué mort d'hommes avec un bilan de 4 morts et un blessé grave. Suite à cet incident, la tension a monté d'un cran. Des manifestants ont saccagé 4 citernes maliennes et des camions stationnés dans les lieux. En revanche à Diboli à la frontière malienne, les chauffeurs maliens ont à leur tour saccagé une dizaine de camions sénégalais. A l'issue de cela, les chauffeurs maliens ont décidé d'arrêter le trafic routier entre le Mali et le Sénégal. Pour en savoir plus, nous avons recueilli les propos de M. Issiaka Doumbia, secrétaire administratif du Syndicat National des Chauffeurs et Conducteurs Routiers Libres du Mali (SYNACCRLM).

Selon M. Doumbia, avant que ces incidents se produisent, ils ont effectué plusieurs démarches auprès des autorités maliennes, pour leur faire savoir les difficultés que les chauffeurs maliens sont confrontés au Sénégal. Mais sans succès. « Les chauffeurs maliens sont devenus un grand obstacle pour la population sénégalaise, nous avons décidé d'arrêter le trafic routier entre le Mali et le Sénégal jusqu'à nouvel ordre » a-t-il fait savoir. D'après M. Doumbia, suite à ce drame qui a provoqué de perte en vies humaines, la population sénégalaise a saccagé les véhicules maliens pour manifester leur colère. Au-delà de ce drame, il a tenu à faire savoir que les gendarmes, la sécurité de gardiennage et les policiers sénégalais font subir aux routiers maliens toutes sortes d'abus, surtout avec leur système de raquette. S'y ajoute le fait que de nombreux chauffeurs maliens croupissent dans des prisons sénégalaises. Tout simplement, par ce que la justice sénégalaise n'accorde aucune tolérance à ces derniers. Lesquels, dit-il, sont très souvent accusés à tort sur la base de mensonges formulés par des gendarmes sénégalais. « Nous revendiquons chaque fois et nous continuons à revendiquer sur les tortures dont les chauffeurs maliens subissent au Sénégal » a-t-il précisé. A ses dires, depuis l'annonce faite par les chauffeurs de l'arrêt du trafic routier entre ces deux pays, le ministre a convoqué tous les acteurs du transport afin d'avoir un terrain d'entente. « Notre syndicat et l'ensemble des chauffeurs de camions, transporteurs de marchandise ont décidé d'arrêter le trafic sur l'axe Bamako-Dakar. Parce que, avant cet accident nous avons plusieurs fois sollicité notre ministre de tutelle pour voir notre situation au Sénégal mais nous n'avons jamais eu de réponse à notre cri de cœur », a déclaré M. Doumbia.

Par Fatoumata Coulibaly / Source : Le Sursaut

Primature : Le Général Bouréma Condé reçu par le Premier ministre



Le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga a accordé une audience vendredi dernier à la Primature, au ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation de la Guinée, le Général Bouréma Condé, accompagné d'une importante délégation. Vu l'importance du sujet, la rencontre était élargie côté malien, au chef du département de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga. Au terme de la rencontre, le ministre de l'Administration du Territoire de la Guinée a confié à la presse que cette audience s'inscrivait dans le cadre de la continuité des relations d'amitié et de fraternité qui ont toujours existé entre les peuples malien et guinéen. Et surtout, au sommet de la pyramide, entre les chefs d'État et les gouvernements successifs. En visite de quelques jours à Bamako sur invitation de son homologue malien, l'hôte de marque a indiqué avoir pu assister à la restitution au Premier ministre des travaux de la réunion entre les experts guinéens et maliens, sur ce qu'il est convenu « d'appeler malheureusement conflits frontaliers ». Car, selon le ministre guinéen, de part et d'autre de la ligne frontière, il ne s'agit que des peuples partageant les mêmes us et coutumes et qui ont une forte interpénétration sociale jusqu'au niveau des patronymes et des prénoms. Et le général Bouréma Condé de soutenir que les membres de sa délégation sont donc venus en débattre avec leurs frères maliens pour que de la manière la plus normale « nous puissions apaiser les tensions transfrontalières ». Cela, pour la simple raison qu'il ne s'agit là, que de « petits problèmes d'intérêts mineurs qui apparaissent sporadiquement à la faveur de la découverte d'un placer aurifère, ou d'un îlot forestier dont chacun voudrait couper les troncs d'arbres », a regretté le ministre de l'Administration du territoire de la Guinée.

Occasion pour le haut responsable guinéen de souligner l'engagement des deux parties, par rapport à la délimitation, la démarcation et la matérialisation des frontières, de privilégier les réalités sociales, au-delà des principes qui tiennent du juridique et de l'administratif. « C'est la raison pour laquelle nous sommes tombés d'accord qu'il faille impliquer absolument les élus locaux, les gouverneurs, les préfets et sous-préfets. Mais aussi, d'être proactifs pour ne pas attendre qu'éclatent des incompréhensions pour crier au sauvetage », a-t-il exhorté. La rencontre a également été l'opportunité pour le ministre Condé de transmettre au Dr Choguel Kokalla Maïga, les salutations fraternelles des plus hautes autorités de la Guinée.

Aboubacar TRAORÉ / Source : L'ESSOR



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Épreuves du Bac 2021 : Le PM a donné le coup d'envoi hier

Les épreuves écrites du baccalauréat malien session 2021, ont été lancées, le lundi 23 août 2021, par le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga. Il a ouvert la première enveloppe au groupe scolaire Kalaban-Coura ACI en présence des ministres de l'Éducation Nationale, de la Santé et de celui du Travail et de la Fonction publique.

La cérémonie de lancement a commencé par la montée des couleurs et l'exécution de l'hymne national. C'est après cet acte patriotique que le chef du gouvernement s'est adressé aux surveillants, tout en les félicitant pour l'accomplissement de cette mission délicate.

Pour cette session du baccalauréat 2021, ce sont 184 427 élèves qui sont candidats au Bac général dans 383 centres d'examen. S'agissant des candidats au Bac technique, ils sont au nombre de 2 304. L'académie d'enseignement de Bamako rive droite a présenté 37 200 candidats au baccalauréat malien et 228 candidats au baccalauréat technique. La majorité des candidats sont inscrits en série sciences économiques (TSECO) avec une proportion de 33,47% suivie de la série lettres et langues – TLL) avec une proportion 30,20%. Les candidats libres représentent 14,85%. Pour l'ensemble des candidats les filles représentent 45,13%. Le premier ministre, le Dr Choguel

Kokalla Maïga a ouvert, l'enveloppe contenant l'épreuve de philosophie à 8 heures 00, au centre du groupe scolaire Kalaban coura ACI, en présence des candidats de terminales sciences sociales. A en croire certains candidats, les épreuves sont à leur portée.

Après l'ouverture de la première enveloppe, le Chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga n'a pas manqué de prodiguer des conseils aux candidats. Il a déclaré que « **le diplôme du baccalauréat vous servira au cours de votre carrière, il vous permettra d'intégrer une école supérieure. Nous souhaitons que vous le réussissiez avec brio car vous êtes l'avenir du Mali. Vigilance engagement et détermination sont vos maîtres mots durant ces épreuves, le Mali compte sur vous** » a déclaré le Premier ministre aux surveillants.

La directrice de l'académie de Bamako rive droite, Touré Zaliatou Ayouba, a saisi cette occasion pour inviter les surveillants à respecter

scrupuleusement la police de surveillance afin de donner du crédit à cet examen qui se tient dans un contexte tendu entre les autorités et les syndicats signataires de l'éducation du 15 octobre 2016. Elle dira que les candidats de l'académie rive de Bamako rive droite sont repartis entre 64 centres dont un seul centre pour le bac technique. 2696 surveillants et 296 responsables et responsables adjoints sont chargés du bon déroulement des épreuves écrites dans les différents centres d'examen. Le centre de Kalban-Coura ACI compte 896 candidats qui composent tous en série TSS (terminales sciences sociales). « **Pour avoir des examens propres, il faut une bonne surveillance. C'est quand la surveillance a été bien faite qu'on dira qu'on a des bons examens. On ne peut pas empêcher les enfants d'essayer de frauder mais on peut les empêcher de consommer la fraude dans la salle si les surveillants font correctement leur travail** », a-t-elle prévenu.

Faudrait-il le noter, plusieurs membres du gouvernement ont été mobilisés pour le lancement des épreuves écrites du baccalauréat. Ce qui dénote de la volonté du gouvernement à rompre avec les anciennes pratiques du passé.

■ Ibrahim Sanogo



Campagne de vaccination anti-COVID : Couper la chaîne de transmission

Le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga a présidé, lundi 23 août 2021, le lancement des activités de la deuxième phase de la vaccination contre le Covid 19 sur le terrain Chaba de Lafiabougou. Cette campagne de vaccination concerne les personnes âgées de 18 et plus. C'est une initiative Covax et Alliance (Coalition pour les Innovations en matière de Préparation aux Épidémies (GAVI, CEPI).



Ce sont 151.200 doses de vaccin Johnson & Johnson de Janssen offert par le gouvernement Américain qui seront administrés aux populations des régions de Kayes, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et du district de Bamako durant quatre mois de campagne. Les personnes ciblées sont celles de 18 ans et plus et les personnes à haut risque. Ces doses sont au nombre de 149 250 et seront réparties entre autres : Kayes 31750, Mopti 63060, Tombouctou 30050, Gao 8010, Kidal 1540, Taoudéni 2440, Ménaka 1080, Bamako 11320 et niveau central 1950.

S'agissant du nombre de vaccinateurs, ils seront 3328, dont 1056 pour la région de Kayes, Mopti 818, Tombouctou 464, Gao 350, Kidal 72, Taoudéni 54, Ménaka 212, Bamako 302. Les volontaires sont au nombre de 735 dont 539 pour Kayes, Mopti 420, Tombouctou 251, Gao 185, Kidal 43, Taoudéni 36, Ménaka 110, Bamako 151.

Pour ce faire, le représentant de l'ambassadeur des USA, Dennis B Hankins a salué l'effort du gouvernement pour avoir accepté de lutter aux côtés des États Unis contre la pandémie Covid-

19. Il a rappelé que le coût de ces 151 200 doses s'élève à 1 134 000 dollars US soit 623 millions de FCFA.

Il a précisé que les vaccins anti-Covid-19 donnent une protection contre le coronavirus en déclenchant une immunité qui réduit le risque de développer la maladie. « **Cette immunité aide combattre le virus si vous y êtes exposé. La vaccination permet de rompre la chaîne de transmission du coronavirus. Se faire vacciner peut également protéger les personnes autour de vous, car si vous êtes protégés contre l'infection et la maladie, vous êtes moins susceptibles d'infecter quelqu'un d'autres** », a-t-il laissé entendre.

Le Représentant de l'OMS, Dr Jean Pierre Baptiste a souligné, malgré nombreuses difficultés rencontrées, qu'il faut redoubler d'effort afin de mobiliser la population à se faire vacciner. Selon lui, les effets secondaires signalés à ces jours sont pour la plupart légers à modérés et de courte durée. Ces signes chez certains montrent que le corps est entrain de produire une réaction attendue pour créer la protection immunitaire. Mais, les effets secon-

daires plus graves sont possibles mais ils sont extrêmement rares. « **Je remercie les USA pour ce geste solidaire, le nouveau vaccin sera administré aux populations qui n'ont pas fait la première phase** », a-t-il indiqué. A l'en croire, des effets indésirables et la prise en charge des effets secondaires peuvent provoquer des effets secondaires minimes. Et d'inviter le personnel sanitaire à tirer des leçons acquises lors de la première phase de la vaccination du vaccin AstraZeneca.

Il est important de préciser que le Mali a enregistré plus 500 décès causés par la pandémie Covid-19. Requinqué par cet élan de solidarité des Etats Unis, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga a saisi cette occasion pour demander au personnel sanitaire à mobiliser la population à se faire vacciner pour couper la chaîne de contamination.

Le clou saillant de cette cérémonie a été l'administration de la première dose du vaccin Johnson Johnson à la directrice par intérim de l'USAID Mali, Mme Cheryl Anderson.

■ Ibrahim Sanogo

Groupement d'Intervention de la Police Nationale (GIPN) : L'utile appui de l'Ambassade de France au Mali

Le mardi 16 août 2021, la base du Groupement d'Intervention de la Police Nationale (GIPN) a abrité une cérémonie de remise de matériels présidée par le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel-major Daoud Aly Mohammedine. Ces matériels sont un don de l'Ambassade de France au Mali qui les a offerts au Groupement d'Intervention de la Police Nationale.

Occasion pour le Commandant du GIPN, le Commissaire-Divisionnaire Oumar Samaké, de remercier vivement l'Ambassade de France à travers le Service de Sécurité Intérieure (SSI). « Cette énième remise d'équipements d'intervention matérialise une fois de plus l'excellent état de la coopération franco-malienne dans l'accompagnement du GIPN », dira-t-il, avant

de relater brièvement le cadre organique et les domaines d'interventions du GIPN.

Selon l'Ambassadeur de France au Mali, Joël Meyer, ce don supplémentaire vise à renforcer les capacités opérationnelles du GIPN à prévenir et à combattre le terrorisme et le crime transnational sous toutes ses formes. Aussi, a-t-il rassuré du soutien sans faille de la France à travers la présence permanente d'un conseiller et par la remise de matériels. Il a saisi l'occasion pour féliciter et encourager cette unité d'élite à poursuivre son engagement avec beaucoup de détermination pour combattre le terrorisme.

Dans son intervention, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel-major Daoud Aly Mohammedine a lui aussi remercié

l'Ambassadeur de France pour le soutien constant en faveur du GIPN. Au nom des autorités de la Transition, il a exprimé toute sa reconnaissance pour les efforts déployés par la France en vue d'accompagner la Police Nationale. Le Colonel-major Daoud Aly Mohammedine a promis à l'Ambassadeur de France qu'une utilisation rationnelle et judicieuse de ces matériels sera faite. « La sécurité des populations demeure une priorité et tout sera mis en œuvre pour assurer la quiétude des paisibles populations », a-t-il conclu.

Auparavant, le Directeur Général de la Police Nationale, le Contrôleur Général Soulaïmane Traoré, tout en remerciant l'Ambassadeur de France au Mali pour cette attention particulière à l'endroit du GIPN, n'a pas manqué de préciser que cette donation, qui n'est sûrement pas la dernière, assurera une efficacité dans l'exercice des fonctions régaliennes de la force spéciale de la police nationale qu'est le Groupement d'Intervention de la Police Nationale.

Après la remise officielle du matériel aux bénéficiaires, une séance de simulation et de démonstration a mis fin à la cérémonie.

■ Yama DIALLO



Objectifs du Développement Durable de 2016 à 2020 : Un dispositif unique pour la mise œuvre !

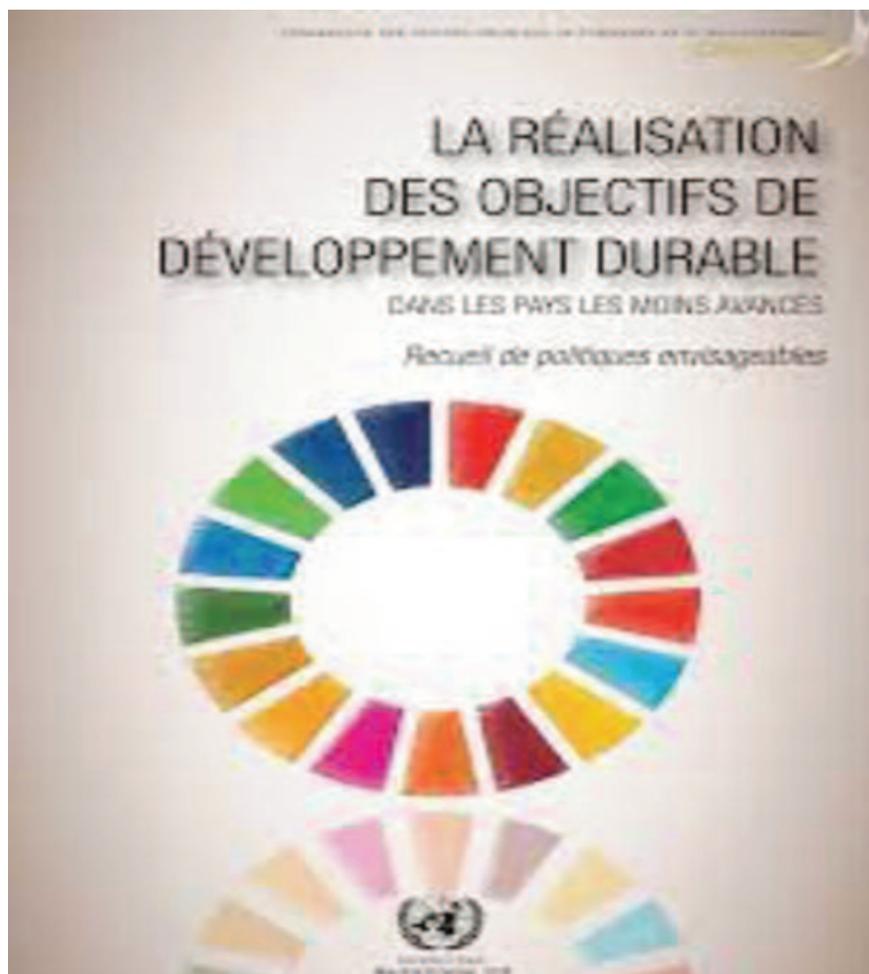
Le représentant du ministre de l'Economie et des Finances, Diakaridia Dembélé a présidé, mercredi 18 août, la cérémonie de l'ouverture des travaux de validation du rapport sur les tendances de mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD) au Mali.

Le Mali, qui souscrit aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), s'est engagé à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) en cohérence avec son cadre général de planification et de gestion du développement. En effet, les ODD s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement au niveau global, macro-économique, sectoriel, spatial et thématique.

Ce faisant, le Gouvernement du Mali a entrepris de mener un véritable processus de planification à travers l'identification et l'opérationnalisation des priorités de développement durable à travers la mise en œuvre des ODD. Adopté, le Décret n°2018-0623/PM-RM du 08 août 2018 fixant les mécanismes Institutionnels de pilotage et de suivi-évaluation du CREDD et des ODD, assurent un dispositif unique de mise en œuvre et de suivi-évaluation du CREDD et des ODD.

En partenariat avec les autres parties prenantes, le représentant Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Alfredo Teixeira a saisi cette opportunité pour souligner l'importance de ce projet. Il a annoncé avec précision le début de la mise en œuvre du Programme d'Appui à la Gouvernance Economique, à la Résilience Economique, à la Résilience et au Développement Durable (PAGEDD). D'une durée de quatre (04) ans et assorti d'un budget de 15 millions de dollars des États-Unis d'Amérique, le PAGEDD vise à promouvoir le développement humain. Il s'agit, entre autres, de contribuer à l'atteinte imminente des ODD à travers la promotion d'une croissance économique, inclusive et durable, l'efficacité de l'aide publique au développement, le renforcement du financement des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Satisfait de ses constats, Alfredo Teixeira poursuivra que notre pays a enregistré des progrès notables en matière de portage de l'Agenda au rang. A cet égard, il citera l'aligne-



ment des plans nationaux de développement, le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) et l'élaboration de la feuille de route pour la mise en œuvre des ODD.

Très optimiste, le représentant du ministre de l'Economie et des Finances a rappelé le rôle du CREDD 2019-2023 qui vise à consolider la démocratie et améliorer la gouvernance, restaurer la paix et la sécurité. « **Pour nous ces objectifs demeurent valides et pertinents au regard du nouveau contexte politique et social et appellent encore à plus d'engagement et de détermination pour relever le immenses défis sous-jacents** », a-t-il indiqué.

Au regard de ce qu'il précède, cet atelier permettra d'améliorer et de finaliser le rapport sur les tendances de mise en œuvre des ODD au Mali 2016 à 2020.

Au menu de la journée, trois commissions thématiques ont correspondu aux trois dimensions du développement durable à savoir l'économie, le social et l'environnemental.

Il faut noter que la cérémonie a enregistré la présence du représentant des Organisations de la Société Civile (OSC), le Coordinateur de la Cellule Technique du Cadre Stratégique de Putte contre la Pauvreté (CT-CSLP) et les PTF.

■ Ibrahim Sanogo

Dividende démographique : Atelier de formation des acteurs centraux et régionaux en économie générationnelle

Lundi 16 août 2021, s'est tenue dans la salle de conférence du Conseil Régional de Koulikoro, la cérémonie d'ouverture de l'atelier de formation au profit de 37 acteurs centraux et régionaux en économie générationnelle et sur le dividende démographique et son intégration dans la planification stratégique. Elle a été présidée par le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, le Professeur Brehima Kamena, accompagné du Gouverneur de la région, le Préfet, le Maire et le Président du Conseil Régional. La session de formation a pour objectif général de contribuer à une planification et une gestion efficace du développement tenant compte de la dynamique démographique et des questions de population en général.



Le dividende démographique est l'accélération de la croissance économique constatée après la réalisation de deux conditions : une structure de la population avec une plus grande proportion de personnes en âge de travailler comparativement aux inactifs et un investissement massif dans les politiques économiques et sociales et la bonne gouvernance. En d'autres termes, quand il y a plus de plus en plus de personnes en âge de travailler et que ces personnes sont plus productives et profitent des opportunités à leur disposition, la croissance économique s'accélère et les inégalités économiques et sociales se réduisent rapidement. Il est conçu comme un des leviers de la réalisation de la vision de l'Union Africaine contenue dans l'Agenda 2063 « L'Afrique que nous voulons » et des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030. Il peut donc servir de cadre de mise en cohé-

rence des investissements pour l'atteinte rapide des objectifs de croissance inclusive et de développement durable.

Le cadre d'opérationnalisation du dividende démographique au Mali est en cours de mise en œuvre avec : l'adoption par le Gouvernement de la Politique Nationale de Population révisée, la participation du Mali à l'initiative régionale pour l'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD) avec le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, l'élaboration, la validation et le lancement officiel de la Feuille de route nationale sur le dividende démographique et la création d'un Observatoire national de suivi du Dividende démographique entre autres.

C'est pour ces raisons que l'Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD) a organisé cette session de formation à l'endroit

de cadres nationaux impliqués dans les processus de planification stratégique au niveau national qui s'est tenue du 16 au 19 août 2021 à Koulikoro.

À la cérémonie d'ouverture, le Maire de la Commune urbaine de Koulikoro se dit très satisfait d'accueillir cette session de formation dans sa ville et exprime au nom de la population leur reconnaissance pour le choix porté sur leur commune car pour eux le dividende démographique est aujourd'hui un élément central du débat sur l'émergence africaine. Il ajoute que ce nouveau discours empreint d'optimisme a désormais cours aussi bien dans les cercles académiques et politiques que ceux des médias et du grand public.

Dans son speech d'ouverture, le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, le Professeur Bréhima Kamena, expliquera que l'atelier de formation vise à renforcer les capacités nationales en matière de prise en compte de la dynamique et de la structure démographiques dans la recherche de la capture rapide du dividende démographique... « **Cependant, la croissance démographique et la jeunesse de la population peuvent être des moteurs de développement si les investissements adéquats sont faits. Il s'agit d'accélérer la transition démographique et d'améliorer la qualité du capital humain. Il est indéniable, face à la rareté des ressources, de renforcer la cohérence des politiques publiques afin d'accélérer l'atteinte des objectifs nationaux de développement et partant des objectifs de développement durable. Les politiques nationales, la vision de l'Union Africaine pour « L'Afrique que nous voulons », la feuille de route pour la capture du dividende démographique et les objectifs de développement durable doivent constituer un ensemble cohérent, les uns tenant compte des autres pour une gestion efficiente du développement** », a expliqué le ministre.

À la fin de la cérémonie, le Maire a fait un plaidoyer au ministre et à l'ONDD pour être formé, car pour lui, les acteurs communaux du Mali pourront être formés bientôt sur le concept, ils sont la base d'un développement qui prend ses sources dans la communauté.

Bokoum Abdoul Momini

Faux litige foncier à Baco-Djicoroni Extension Sud-ouest : Une protagoniste prise dans son propre piège

Fiancée par la Banque Africaine de Développement (BAD), les membres du G5 Sahel a ont remis, vendredi 20 août 2021, des matériels médicaux et des médicaments au Ministère de la Santé et du développement social. Ces équipements contribueront sans nul doute à renforcer la modernisation des établissements et des structures sanitaires à faire face au Covid-19 dans notre pays.

Dans le quartier Baco Djicoroni Extension Sud-ouest, à quelques encablures du fleuve, Mme Cissé Aminata Dembélé, ancienne directrice générale des Assurances Lafia, tente de créer un litige foncier entre les habitants du quartier (femmes et jeunes) et l'Inspecteur Général de police à la retraite, Yahaya Sangaré.

Pour rappel, Mme Cissé Aminata Dembélé, qui a fait valoir ses droits à la retraite est l'épouse de l'ex-greffier en chef Mamata Touré (paix à son âme). Et comme un effet boomerang, voilà qu'elle est tombée dans son propre piège. En effet, sans droit ni titre, elle revendique un espace public au nom des populations comme étant réservé à une future mosquée. Des prétentions balayées d'un revers de main par les habitants des lieux qui ont d'ailleurs pris leurs distances avec elle, quand ceux-ci ont compris que c'est elle-même qui convoite l'endroit indiqué. Selon des témoignages recueillis sur place, Mme Cissé qui est désormais isolée

dans ce faux litige foncier qu'elle voulait créer de toutes pièces, avait sollicité le concours des jeunes du quartier pour organiser des émeutes aux fins de perturber les travaux en cours sur le chantier.

Ces derniers, doutant de ses motivations, lui ont tout simplement fait faux bond, car elle-même s'est donnée le droit de s'octroyer un espace vide dans le quartier où elle a implanté un hangar qui lui sert de garage. Aussi, ceux ont mené leur enquête pour se rendre compte que l'espace que Mme Cissé qualifie de public a été acquis par l'inspecteur Général de police Yahaya Sangaré auprès des autorités domaniales et fait l'objet de l'autorisation de construire n°32/27/PC du 19/3/2019 du lot 2682.

Selon l'Inspecteur Général de police Yahaya Sangaré que nous avons joint, cette prétendue occupation illicite d'espace public n'est que le fruit de l'imagination de la dame Cissé. Il affirme qu'il n'y a aucun litige foncier l'opposant

à de tierces personnes. Et d'indiquer : « Mme Cissé Aminata Dembélé avait regroupé des jeunes pour tenter de paralyser les travaux de mon chantier. J'en ai informé le Président du Tribunal de la Commune V. Les jeunes ont été plus sages de lui demander de saisir la justice plutôt que de les conduire en prison, soulignant que ses propres enfants ne participent à aucune manifestation ».

Pour la question de mosquée que Mme Cissé prévoit de construire sur l'endroit, l'Inspecteur Général Yahaya Sangaré demande tout simplement à Mme Cissé de construire sa mosquée sur l'espace qu'elle a transformé en parking en face de sa maison. « On peut être désœuvré, mais pas au point pour une ancienne directrice générale d'une compagnie d'assurance, de perturber le travail d'un Premier ministre (qu'elle dit avoir saisi par lettre) par les temps qui courent, plutôt que de faire valoir ses droits à la justice », dira l'Inspecteur Général de police à la retraite.

Aussi conclut-il en ces termes : « j'ai acquis en toute régularité cette parcelle dont les travaux sont autorisés et ont déjà débuté. Je ne vois aucun litige, car s'il y en avait, ce n'est pas sur la place publique que ça se règle [...]. La rue, la presse, la Primature, voire la Présidence de la République ne sauraient se substituer à la justice ». Autrement dit, il appelle Mme Cissé Aminata Dembélé à saisir la justice au lieu de se perdre en conjectures dans la presse !

■ Yama DIALLO



Problématique de la durée de la transition au Mali : Quatre bonnes raisons pour la proroger

La prorogation ou non de la transition est le thème central qui anime les débats au Mali. Pour les partis et regroupements des partis politiques de l'ancienne majorité, regroupés au sein d'un cadre d'échange pour la réussite de la Transition, pas question de proroger et le délai doit être impérativement respecté. Ceux du Mouvement du 5 Juin Rassemblement des Forces Patriotiques, tout comme certaines associations de la société civile, seraient favorables à une prorogation pour poser les bases du nouveau Mali. Entre ces deux entités politiques rivales, défendant chacune sa chapelle, se trouve le peuple, qui semble être relégué au second plan. Et pourtant, c'est en son nom et pour la défense de ses intérêts que toutes ces entités politiques disent se battre. A-t-on consulté le peuple pour demander son avis par rapport au respect du délai ? De quoi l'ancienne majorité a-t-elle peur ? Quatre bonnes raisons pour ne pas respecter le délai imposé par la communauté internationale.

La première raison est d'ordre sécuritaire

Comment pourrait-on parler d'élection dans un pays où les 3/4 du territoire sont déclarés zones à haut risque ou tout simplement zones rouges et où les services de l'Etat sont absents ? Ceux qui veulent que les élections se tiennent sur toute l'étendue du territoire pour que les autorités qui vont être élues puissent jouir d'une grande légitimité, doivent s'unir pour demander non seulement la prorogation de la transition, mais aussi et surtout exiger des autorités le renforcement de la sécurité pour des élections transparentes, inclusives, dont les résultats ne seraient nullement contestés. Donc, la problématique sécuritaire doit être d'abord résolue avant d'envisager un quelconque scrutin électoral.

La deuxième raison est d'ordre institutionnel

Après 30 ans de pratique démocratique au Mali avec les mêmes institutions, l'heure est venue de procéder à une évaluation sans complaisance, en pesant les points positifs et ceux négatifs. En s'évertuant à faire un tel exercice, le constat donne un bilan qui est tout simplement alarmant. Trois coups d'Etat, des institutions monarchiques où le Président de la République est le seul détenteur de tous les

pouvoirs. L'Assemblée Nationale est tout sauf une institution représentative du peuple, car en plus des mauvaises élections pour élire les députés, il y a également le manque de redevabilité vis-à-vis du peuple. Quant aux autres institutions, en l'occurrence, la Cour Constitutionnelle, la Cour Suprême, le Haut Conseil des Collectivités, le Conseil Economique social et Culturel, la Haute Cour de justice, elles ne font que rendre service au monarque déguisé en Président de la République. Comment pourrait-on faire du neuf avec du vieux ? Il y a alors nécessité de reformer les institutions de la République en les rendant plus transparentes, plus démocratiques, en mettant le peuple au cœur de la gestion. Donc, des réformes institutionnelles et électorales sont indispensables si nous voulons sortir de l'instabilité politique chronique.

La troisième raison serait l'amorce d'une lutte implacable contre la corruption

Tous les observateurs de la scène politique malienne s'accordent à dire que la corruption et la délinquance financière sont les maux qui rongent le Mali et sans de vraies solutions à ce fléau le pays ne se relèvera jamais et le risque d'une Somalisation est réel. Alors à partir du moment où les autorités du Mali se sont



engagées, en faveur d'une transition, dans la voie de la refondation du pays et de jeter les bases d'un Mali Koura, il n'y a pas de raisons qu'on n'assainisse pas les finances publiques en traquant les bandits à col blanc jusque dans leurs derniers retranchements. Donc, la lutte implacable contre la corruption et la délinquance financière doit être une des priorités de la transition, et pour cette raison bien évidente, il serait logique de proroger la transition.

La quatrième raison serait relative à la bonne organisation des élections,

Après trente ans de contestations, de crise post-électorale, de déficit de légitimité des autorités avec des taux de participation qui n'ont jamais atteint réellement les 10% et surtout avec l'introduction de l'argent dans le jeu électoral, il serait aberrant de convoquer les électeurs aux urnes avec ces organes vétustes, corrompus et taillés sur mesure de l'oligarchie ou de la ploutocratie qui a pignon sur rue au Mali depuis 1991. Donc, un nettoyage général s'impose pour permettre au peuple d'élire les hommes et les femmes dignes de confiance et moralement irréprochables. Pour ce faire, des grandes réformes électorales sont nécessaires pour extirper de nos listes de candidats des malfrats, des voleurs, des narcotrafiquants et rendre notre processus électoral transparent.

En définitive, pour ces trois chantiers indispensables pour la refondation du Mali, le peuple doit être prêt à barrer la route aux ennemis du pays et à accorder un délai supplémentaire aux autorités de la transition afin qu'elles mettent le pays sur des bons rails. Donc, il ne leur reste plus qu'à poser les jalons.

Youssef Sissoko
Source : Inf@sept

URD : La conférence nationale prévue pour le 23 octobre

Le Bureau Exécutif National de l'Union pour la République et la Démocratie a décidé, à l'issue de sa réunion du samedi dernier, de la tenue de la conférence nationale ordinaire le 23 octobre prochain. L'appel à candidature du parti pour la présidentielle à venir va également être lancé dans les jours à venir.

Le Bureau Exécutif national de l'URD a finalement tenu sa réunion le samedi dernier. D'importantes décisions sur la vie du parti ont été prises. La question de la tenue de la conférence nationale a été tranchée.

L'échec des pétitionnaires

« Conformément aux dispositions des articles 50 et 54 des Statuts de l'Union pour la République et la Démocratie et de l'article 46 de son règlement intérieur ; nous membres du Bureau Exécutif national, demandons au premier vice-président du parti la convocation et la tenue d'une conférence nationale extraordinaire dans un délai de 20 jours à partir de la signature de cette pétition », ont écrit les initiateurs de la pétition. Selon les documents mis sur les réseaux sociaux, ils étaient 72 membres qui ont signé la pétition. Mais le samedi, lors de la réunion, la pétition était à 72 signatures selon une source au sein du BEN. Le Bureau Exécutif national de l'URD étant composé, selon un membre du Secrétariat exécutif, de plus de 260 membres, il fallait 170 signataires de la pétition. Mais les pétitionnaires semblent être mis en minorité par la

réunion qui a décidé de la tenue d'une conférence nationale ordinaire en lieu et place d'une conférence nationale extraordinaire.

La date retenue pour la conférence nationale ordinaire, c'est le 23 octobre, soit dans deux mois au lieu de 20 jours. « Les pétitionnaires qui exigeaient une conférence nationale extraordinaire, ont accepté une conférence nationale ordinaire, statutaire, qui se tiendra le 23 octobre 2021 », a déclaré Moussa Sey Diallo, secrétaire adjoint à la Communication du bureau national. « Au lieu de la conférence nationale extraordinaire telle que demandée par les pétitionnaires, c'est la conférence nationale ordinaire qui a été prévue pour le 23 octobre prochain. Cette conférence nous permettra de remembrer le bureau », a nous expliqué une autre source au sein du BEN de l'URD.

L'appel à candidature lancé bientôt

La réunion du BEN, au-delà de la conférence nationale ordinaire qui se tiendra 23 octobre prochain, s'est prononcée sur le mode de dé-

signation des candidats à la candidature pour l'élection présidentielle à venir. Selon des sources proches de l'URD, l'appel à candidature pour être le porte étendard de l'URD sera lancé bientôt, avant même la conférence nationale ordinaire. « Les cadres qui voulaient qu'on finisse aujourd'hui avec toute la procédure de désignation, ont accepté qu'on lance pour le moment que l'appel à candidature », a écrit Moussa Sey Diallo sur sa page Facebook. Selon lui, une commission composée de toutes les tendances sera constituée pour réfléchir sur les critères, qui seront ensuite soumis pour validation auprès du BEN. Elle tiendra compte des procédures établies par les textes du parti. « Il faut signaler qu'à l'URD, nous avons présentement six probables candidats. Et chaque candidat représente une tendance », a-t-il indiqué avant d'ajouter : « Il importe de faire savoir qu'à l'URD les textes stipulent que le BEN désigne le candidat, et la conférence d'investiture l'investit. Aussi à l'URD le consensus a toujours primé. C'est pourquoi dans la salle, la majorité qui s'est exprimée, a parlé de consensus. Alors il est fort probable que le peuple URD puisse surprendre en faisant honneur à ses sympathisants au finish ». Parmi les candidats annoncés, figurent Dr Boubou Cissé, Mamadou Igor Diarra, Me Demba Traoré, Dr Madou Diallo... Une source proche du parti a confié à « Le Pays » que des négociations sont en cours pour rapprocher Me Demba Traoré et Dr Madou Diallo.

Boureima Guindo
Source : LE PAYS



Faits divers : Jalousie mortelle

Suspectant qu'il est cocufié par sa fiancée au profit de son ami, le jeune homme a profité d'une dispute pour étrangler sa dulcinée. Il a ensuite tenté de maquiller son acte en suicide



Rien ne saurait justifier un crime, dit-on. Mais par malheur, il arrive dès fois que cela survient. Le cas échéant, le/ou les auteurs doivent être punis conformément à la loi pénale, afin de les rappeler que la vie humaine n'a pas de prix. Elle est de ce fait sacrée. En somme, il est admis que nul ne saurait se débarrasser de son prochain en lui ôtant la vie, impunément.

Nous désignons le héros malheureux de cette histoire par son initiale IM. Ce jeune homme d'une vingtaine d'années est suspecté d'être le meurtrier de sa fiancée NM, également âgée d'environ vingt ans. Cette sordide histoire s'est passée le 30 juillet dernier à Sébénicoro en Commune IV du District de Bamako. Si tout doit se passer comme prévu, le suspect numéro un de ce meurtre devra s'expliquer, voire se défendre devant des jurés dans l'espoir d'échapper à la rigueur de la loi.

Selon nos sources proches du dossier, IM et NM étaient fiancés depuis un certain temps. Les deux tourtereaux menaient une vie de couple relativement paisible à l'image de nombreux jeunes couples. Il est généralement admis qu'ils sont rares ces conjoints qui ne

passent pas par la case des petites difficultés à un moment donné de leur vie.

Ces périodes difficiles sont pour la plupart des cas qui se gèrent entre l'homme et la femme dans une relative discrétion. Au même moment, il est également admis qu'un drame peut survenir au cours d'une dispute si l'un des conjoints perd le contrôle de ses nerfs en mettant le cœur avant l'esprit.

Durant tout le temps que ce jeune couple a vécu à Sébénicoro, un quartier populaire de la commune sus-citée, leurs proches et/ou amis n'ont rien remarqué d'anormal dans le couple. Signes plus ou moins évidents qu'ils étaient parvenus à gérer relativement les malentendus mineurs qui secouent nombre de couples de façon générale. Il en fut ainsi chez nos deux jeunes gens jusqu'à la nuit du 29 au 30 juillet dernier.

Sans vouloir détailler les causes réelles, certaines sources ont d'emblée pointé du doigt le comportement jaloux du jeune homme vis-à-vis de sa fiancée. En fait, IM aurait soupçonné NM de le tromper avec un de ses propres amis à lui. Il semble que, dans un passé récent, le couple s'était disputé sur le même sujet sans

pouvoir s'accorder sur un point d'entente. Et plus le temps passait, plus la situation ne s'était pas du tout arrangée entre eux. Ainsi, la blessure est restée ouverte sans pouvoir se cicatriser.

Conséquences, le couple qui vivait dans une paix relative, faisait désormais face à de récurrentes prises de bec qui ont fini par se transformer en véritable dispute. Finalement, la suspicion avait envahi tout le cœur du jeune homme qui se sentait cocufié. Difficilement ce dernier pouvait digérer qu'un de ses amis fasse la cour à sa propre fiancée. Ce qui le choquait le plus dans cette histoire, c'est le fait qu'à chaque fois qu'il aborde le sujet avec sa dulcinée, cette dernière le rejette totalement.

Puis, pour se défendre, elle met l'attitude de son fiancé sur le compte d'une simple suspicion. Il est arrivé un moment où le couple vivait dans une atmosphère de méfiance teintée de suspicion. Une atmosphère délétère dans laquelle chacun des deux avait quelque chose sur le cœur, mais ne l'exprimait pas ouvertement. Les choses auraient évolué ainsi jusqu'à la date indiquée plus haut.

C'était une nuit. Le jeune homme a fait appel à sa dulcinée pour qu'elle le rejoigne devant son dépôt de boisson servant de boutique pour lui dans le quartier. Ainsi dit, ainsi fait. Lorsque la jeune fille s'est présentée devant la boutique, le garçon n'a pas résisté à la tentation de soulever le même problème qui le rongait et l'empêchait de mener une vie normale d'avant.

Comme il fallait s'y attendre, lorsqu'il a commencé à parler de la même histoire de tromperie de la part de la jeune fille, cette dernière n'a pas varié dans sa réponse. Elle a toujours mis en avant le caractère suspicieux des propos de son fiancé. Non content de cette réponse, une dispute éclata de nouveau entre eux devant la boutique.

Au cours de celle-ci, le jeune homme aurait serré la gorge de sa fiancée de toutes ses forces durant des minutes. La jeune fille s'est affalée de tout son corps sur le sol devant lui. En réalité, sans s'en rendre compte et très probablement, sans le vouloir, il avait serré la gorge de sa fiancée jusqu'à ce que mort s'en suive. La pauvre était morte par strangulation sous ses pieds. Immédiatement après les faits, il a transporté le corps sans vie de la pauvre pour se diriger vers une clinique, sise

quelque part à Hamdallaye dans la même commune du District de Bamako.

Aux Blouses blanches qu'il a trouvées sur place, le jeune homme a inventé une histoire cousue de fil blanc. Au lieu de leur raconter comment les choses se sont réellement passées, il leur a la coniquement indiqué que la victime s'était suicidée. Les médecins qui l'ont accueilli se sont abstenus d'en discuter avec lui. En légalistes, ces derniers ont directement contacté les policiers du Commissariat du 9ème Arrondissement pour les raconter brièvement la situation.

C'est ainsi que le Commissaire Santigui Kamissoko a envoyé une équipe à ladite clinique pour y voir clair. Dans la foulée, les limiers ont directement conduit le jeune homme dans leurs locaux pour une audition sommaire. Au cours de celle-ci, le suspect a maintenu la même version tenue peu avant devant les médecins, mais à quelques phrases près. Il a soutenu mordicus que la jeune fille s'était suicidée. Et d'ajouter qu'elle l'avait fait « par pendaison après plusieurs tentatives.

Pour soutenir cette idée, le garçon a expliqué que lui même avait, à maintes reprises, tenté de l'en empêcher. En vain. Ensuite, il est allé jusqu'à vouloir donner les raisons de ce suicide. Pour cela, il a soutenu qu'ils (elle et lui) s'étaient disputés à la suite de la disparition d'une somme de un million de franc CFA dans leur chambre. Lorsqu'il en avait parlé à la jeune fille, celle-ci s'était sentie coupable d'une histoire de vol d'argent alors qu'elle n'y était pour rien. D'où ses tentatives répétées de se suicider. Ainsi de nouveaux éléments sont apparus dans sa première version.

Le suspect avait oublié qu'il avait devant lui des policiers professionnels qui l'ont rapidement coincé en lui rappelant un fait. Non seulement il n'avait aucun droit d'amener un corps sans vie dans une quelconque clinique sans en avoir informé la police. Mais en plus de cela, les limiers ont constaté de nombreux trous dans ses versions. En creusant, ils ont compris que certains éléments ne collaient pas avec la piste du suicide.

Les déclarations du jeune homme n'ont pu

prosperer face à la reconstitution de la scène du crime faite par la police scientifique et technique à laquelle le Commissaire Kamissoko du 9ème Arrondissement avait fait appel pour tout clarifier afin d'en avoir le cœur net sur cette triste histoire.

En professionnels, la police scientifique détenait un détail qui anéantissait totalement la piste du suicide tant soutenue par le suspect. Après expertises, ces policiers d'un autre genre ont prouvé au garçon qu'il avait voulu maquiller un meurtre en suicide. Partant des nombreux trous constatés dans ses déclarations, et le résultat de l'analyse de la police scientifique, les enquêteurs ont conclu à un meurtre que le suspect voulait maquiller en suicide, comme évoqué plus haut. Sans perdre de temps, le dossier du jeune homme a été rapidement ficelé et mis à la disposition du parquet du tribunal de la Commune IV du District de Bamako aux fins de droit.

Tamba CAMARA
Source : L'ESSOR



Espace CEDEAO : Migration-développement et libre circulation des personnes

Depuis hier, les Organisations de la Société civile (OSC) et les hommes de médias sont à l'école de l'unité de gestion du projet Migration-développement et libre circulation des personnes dans l'espace CEDEAO.



La salle de conférence du Secteur Privé de Bamako a servi de cadre, ce lundi 23 août 2021, à l'ouverture des travaux d'un atelier de renforcement des capacités à l'attention des hommes et des femmes de médias et des personnels des organisations de la société civile. Cet atelier se tient dans le but de contribuer à la déconstruction de préjugés sur la migration et à la promotion de la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO grâce à la fourniture d'information fiables. La rencontre était placée sous la présidence de Broulaye Kéita, représentant du Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, et du Coordinateur Général de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID).

Aujourd'hui, les enjeux et les défis migratoires nécessitent une meilleure connaissance de la part des acteurs pour gérer plus le fléau d'où l'intérêt de cet atelier. Depuis des siècles, l'être humain a utilisé le déplacement comme une stratégie de survie. A l'époque contemporaine, les mouvements migratoires sont aussi des stratégies de survie face aux répressions, qu'elles soient pour des raisons politiques, religieuses ou ethniques etc. Ils sont aussi dus

aux inégalités socio-économiques auxquelles sont confrontés les pays.

En effet, la migration internationale constitue un thème d'une grande importance à la fois dans le quotidien des millions de personnes migrantes que pour les territoires qui les accueillent. En effet, dans l'actualité, ce phénomène continue d'être au centre des discussions et des préoccupations des Etats, tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine des migrants, et au sein des organisations internationales.

Après avoir initié une première phase de session de renforcement de capacités de 180 acteurs impliqués dans la gestion de la migration de Kayes, en passant par Bamako et à Sikasso, et au regard du succès de la phase I, et surtout convaincus que le renforcement de capacités constitue l'un des objectifs majeurs du projet d'information et de sensibilisation sur les risques et dangers de la migration irrégulière et la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace, la CEDEAO et ses partenaires ont décidé d'engager une seconde série de formation de 120 personnes à l'adroit des acteurs importants tels que les hommes de médias et les animateurs, les acteurs de la société civile.

Pour le représentant du Ministère, l'atelier en question est en parfaite cohérence avec les objectifs de la politique nationale de la migration à travers le projet migration. Selon lui, en dépit de nombreux débats et des reportages des médias, les questions migratoires restent méconnues du grand public et même de certains acteurs du domaine. L'importance de ces enjeux migratoires, qui sont de plus en plus croissants, pose la nécessité, selon lui, d'une meilleure connaissance de ces questions en vue de proposer des alternatives concrètes. Concernant la libre circulation des personnes dans l'espace communautaire de la CEDEAO, il convient de rappeler que d'importants textes ont été adoptés par les chefs d'Etats et de Gouvernement depuis sa création 1975.

Il s'agit notamment du Protocole de la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO adopté en 1975, de l'Approche commune de la CEDEAO sur la migration et développement en 2008, mais aussi de l'établissement du passeport CEDEAO, entre autres. Il a rappelé que cette volonté politique des dirigeants pour aller vers une intégration harmonieuse rencontre des difficultés notoires relatives à l'application de ces textes. Ce qui fait que les citoyens de la communauté restent confrontés à des défis importants tels que des tracasseries routières ou administratives. Tout cela relève, selon lui, de la méconnaissance des populations, et également des agents en charge de la gestion des frontières.

Rappelons que ce projet est une initiative conjointe du Gouvernement de la République du Mali, de l'Union Européenne et du Royaume d'Espagne à travers l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement. C'est une initiative financée par le « Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique ».

Pendant trois jours donc, les participants vont se familiariser avec trois modules qui sont au cœur des enjeux migratoires actuels. Il s'agit des modules relatifs à « l'introduction à la migration internationale », aux « politiques et stratégies migratoires : promotion de la libre circulation dans l'espace CEDEAO », et à « la migration-développement ».

■ Yama DIALLO

Haïti : Les localités s'organisent en attendant l'aide internationale acheminée par hélicoptère

Plus d'une semaine après le tremblement de terre en Haïti, les autorités ont annoncé ce week-end que désormais l'aide allait arriver aux sinistrés par hélicoptère. La livraison par voie aérienne permet d'éviter les pillages des camions et surtout d'atteindre les villages enclavés.



Afin de tenir jusqu'à l'arrivée de l'aide internationale, beaucoup de localités tentent de s'organiser. Après le séisme du 14 août, Alex Maxcia, le maire de Corail dans le département de la Grand'Anse, a mis en place ce qu'il appelle « des sites d'accueil » : « Il y a des écoles, des bureaux et des familles d'accueil. Ces sites-là doivent respecter plus au moins les normes. »

Il s'agit de constructions qui ont survécu à la catastrophe sans dommages majeurs. Julie Gerthy s'est réfugiée dans un de ces lieux, le centre de la Croix-Rouge à Corail. Après la destruction de sa maison, elle avait peur de dormir dehors : « Ici, nous sommes plus en sécurité. Dormir au centre-ville dans la rue est trop dangereux. Il y a des vagabonds. » Mais ces sites d'accueil ne permettent pas

seulement aux sinistrés d'avoir un toit pour la nuit. Ils favorisent également l'entre-aide : « Nous sommes très nombreux ici. Chacun apporte quelque chose. On s'organise comme on peut. Je peux par exemple apporter quelques maigres ingrédients pour le repas et cette dame là-bas va apporter autre chose. Nous sommes comme une famille. On se soutient mutuellement. »

Selon le maire de Corail, sur les 20 000 habitants que compte la commune, 10 000 se retrouvent aujourd'hui dans ces sites d'accueil de la ville.

Acheminer l'aide dans les zones enclavées par les airs

Pour mieux acheminer l'aide dans les zones rurales, les autorités haïtiennes ont décidé de

privilegier dès à présent l'envoi de l'aide par hélicoptère. Les rotations s'accroissent, mais la livraison par les airs n'est pas non plus sans difficulté, comme en témoigne l'acheminement de l'aide à Corail.

L'hélicoptère CH47 Chinook de l'armée américaine tourne au-dessus de Corail. Il cherche une place où se poser. Il descend en vol stationnaire à un mètre du sol, juste à côté du quartier populaire, proche de la mer. Quand le hayon arrière s'ouvre, c'est la cohue : des centaines d'habitants se ruent vers l'appareil. Pour les empêcher de monter à bord, les marines américains balancent quelques paquets de leur cargaison à la foule avant de remettre les gaz en urgence.

La population est en colère. Elle avait espéré de la nourriture et de l'eau : « Moi j'ai réussi à

attraper un sachet. C'est une combinaison. Je ne sais pas à quoi ça sert », explique un sinistré.

C'est une combinaison anti-Covid-19 et elle n'est pas destinée aux sinistrés du séisme, mais fait partie de l'équipement d'un hôpital de campagne, envoyé par l'Argentine avec dix médecins. Marina Cardelli est la présidente des casques blancs argentins: « Nous allons rester à Corail environ vingt jours pour renforcer la capacité de réponse sanitaire de l'hôpital local. Un hôpital qui a été endommagé par le séisme et qui ne peut aujourd'hui pas fonctionner de manière adéquate. Nous sommes donc venus soutenir le personnel dans ses efforts. »

L'hélicoptère Chinook finit par se poser sur le terrain de foot de Corail et livre enfin l'ensemble de sa cargaison. Pendant ce temps, les deux seuls policiers de Corail tentent de contenir des habitants toujours sous tension.

200 marines déployés en Haïti

Les États-Unis ont annoncé le déploiement de 200 marines en Haïti. Selon les autorités américaines, ces soldats doivent soutenir les efforts humanitaires pour aider les survivants de la catastrophe.



« Je ne suis pas sûr que ça fasse une différence dans notre situation actuelle. Je pense que des secouristes ou des médecins seraient sûrement plus utiles que des militaires dans un séisme, explique Rolphe Papillon, l'ancien député de la commune de Corail. Les Haïtiens ne sont pas plus choqués de voir des Américains sur le sol que de voir des Dominicains ou des Colombiens sur le sol haïtien. Je pense que depuis un certain temps, nous avons perdu le sens de la souveraineté nationale. »

Ce qui frappe cet ancien député de la com-

mune de Corail ce sont toutes les conversations autour de la crise et le peu d'action concrète: « Je pense que l'international peut bien vouloir aider, mais il y a ce qu'on appelle les responsabilités régaliennes de l'État ! Moi, je pense que la résilience, elle doit être locale. Il faut développer localement les capacités de réponse. Elles ne dépendent ni de l'international ni de Port-au-Prince », déplore Rolphe Papillon.

Source : RFI



Sénégal : Le ministre de l'Intérieur a visité les quartiers inondés de Dakar

Le Sénégal a officiellement déclenché le plan Orsec pour faire face aux inondations qui touchent certaines zones de la banlieue de Dakar et à l'intérieur du pays. Ce dimanche 22 août, le ministre de l'Intérieur a effectué une visite des lieux sinistrés par une forte pluviométrie notée en fin de semaine. Visite qui s'est faite loin des manifestations de populations fatiguées de revivre ces inondations. Des manifestations dispersées par les forces de l'ordre.

Face à l'urgence, le ministre de l'Intérieur annonce la mise à disposition d'un premier lot de matériel pour aider à dégager l'eau dans les zones les plus touchées. Le ministre Antoine Félix Abdoulaye Diome liste la

batterie de mesures prises dans l'immédiat : « Les premiers moyens ont commencé à être mobilisés, sur instruction de M. le président de la République, Macky Sall. Cela a consisté à déployer sur le terrain une cinquantaine

d'hydro-cureurs, mais ce n'est que le début, ainsi que 150 moto-pompes. »

Après avoir déclenché le plan d'Organisation des secours en cas de catastrophes (Orsec), les autorités sénégalaises s'attèlent depuis ce week-end à une mise en œuvre rapide des opérations. Ce qui nécessite d'abord une évaluation exhaustive des urgences.

« En toute chose, et surtout lorsque c'est ainsi prévu, il faut évaluer, apprécier et prendre les mesures appropriées », conclut le ministre.

À l'issue d'une réunion avec les services concernés, le ministre de l'Intérieur a effectué une visite de terrain pour s'enquérir du démarrage des opérations. Visite mise à profit par des jeunes de la banlieue pour manifester leur grogne contre les autorités.

Source : RFI



Mondial de Beach Soccer : Le Sénégal bat le Portugal et se qualifie pour les quarts

Au terme d'un match plein de rebondissements, le Sénégal s'est imposé 5-3 face au Portugal lors de son deuxième match de la phase de poule de la Coupe du monde de Beach soccer en Russie. Comme lors des deux éditions précédentes, les Sénégalais joueront les quarts de finale.

La rencontre avait pourtant plutôt mal commencé pour le Sénégal, mais les Lions de la Teranga ont su trouver les ressources nécessaires pour renverser un match dont le scénario a longtemps été indécis.

Après l'ouverture du score du Portugal par Von dès la 9e minute de jeu, les Sénégalais auraient pu baisser la tête mais il leur aura finalement fallu moins de 30 secondes pour égaliser et se remettre dans le match grâce à un but de Roul Mendy. À peine une minute plus tard, les Lions se sont remis dans le bon sens sur un penalty transformé par Mandione Diagne après une faute d'André Lourenço. Pendant le deuxième tiers-temps, les hommes d'Oumar Sylla ont continué à pousser sans trouver la faille, jusqu'à ce qu'une faute de Mamadou Sylla vienne tout faire basculer et

offre un penalty aux Portugais leur permettant de revenir à 2-2.

Les Sénégalais jouent à se faire peur

Les Sénégalais avaient décidément envie de jouer à se faire peur car à la 24e minute, c'est bien le Portugal qui a pris l'avantage grâce à un but sur coup franc direct d'André Lourenço. Mais une fois de plus, il ne faudra que 30 secondes aux Lions pour revenir à 3-3 grâce à un deuxième but de Raoul Mendy qui avait sur ce match des allures d'homme providentiel. Mais c'est finalement le troisième tiers-temps qui va permettre à cette rencontre de se décanter. Malgré les efforts des Portugais pour reprendre l'avantage, c'est bien les Sénégalais qui ont su garder la tête froide pour assommer leur adversaire avec deux buts en fin de partie.

Le premier par Mandione Diagne à la 33e minute, qui s'est ainsi offert un doublé, et le second par Ninou Diatta à la 35e minute juste après l'expulsion André Lourenço.

Les quarts assurés

Avec cette seconde victoire en autant de matches, les Lions de la Teranga sont d'ores et déjà assurés de participer aux quarts de finale comme ils l'avaient déjà fait lors des deux éditions précédentes. En battant Oman lors de leur dernière rencontre de poule ce mardi, ils pourraient même s'assurer la première place du groupe D et affronter en quarts le second du groupe C.

Après ce début de compétition parfait, les Sénégalais ont en tout cas montré qu'il fallait compter sur eux pour la suite de ce mondial. Les sextuples vainqueurs de la Coupe d'Afrique espèrent bien accéder pour la première fois de leur histoire aux demi-finales de la compétition. Pour cela, ils devront très vraisemblablement se débarrasser soit de la Suisse, soit du Brésil. La sélection la plus titrée du Beach soccer, actuellement deuxième du groupe C, est sous pression après sa défaite aux tirs au but face à la Suisse. Quelque soit l'adversaire, les Lions ont déjà toutefois montré qu'ils ne manquaient pas de ressources.

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez un grand besoin de vacances, cela se ressent dans votre travail ! Vous êtes moins réactif, plus irritable. Vous enchaînez les réprimandes de la part de vos supérieurs, rien ne va plus ! Vous avez de plus en plus de mal à vous ressaisir.

Ne jouez pas avec le feu, financièrement vous manquez encore un peu de stabilité. Attendre que votre situation se soit consolidée est raisonnable, ensuite vous pourrez vous faire plaisir. C'est une journée favorable pour vos finances.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez trouver une nouvelle activité suite à l'appui d'un collaborateur. Votre réseau est précieux et un tournant important se présente dans votre carrière. Il peut nécessiter une formation. De la positivité fait son retour dans cette journée.

Les astres vous rendent dépensier et vous ne pouvez pas empêcher la série de dépenses actuelles. Heureusement le hasard vous donne un coup de pouce pour économiser. Des amis ou des proches peuvent vous offrir des affaires pour éviter des frais inutiles.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos projets sont bien ficelés. Vous saurez les mettre en valeur et en faire une présentation flatteuse. L'inconnu ne vous fait plus peur. Vous vous sentez prêt à relever tous les défis et à les remporter ! À croire que vous avez mangé du lion !

Si vous aviez des problèmes avec votre banque, les choses s'arrangeront. Mercure et Jupiter vous donneront les ficelles pour ne plus connaître le même genre de problème. Vos comptes ne sont pas en danger, mais continuez à vous montrer rigoureux.



Lion (22 juillet - 23 août)

Un tournant professionnel mobilise beaucoup de temps et de faire des concessions. Vous amorcez un nouveau poste et l'univers change. Vous devez vivre une sorte de baptême du feu avec des personnes avec des égos importants et vous devez vous imposer parmi eux.

Puisque vous démarrez un nouveau poste, la prudence suit automatiquement. Vous ne dépensez pas ou peu pour les loisirs et privilégiez les paiements de factures ou les achats utiles pour le lieu d'habitation. Un peu de patience pour retrouver la sérénité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance est tendue, vous êtes contrarié. Vos ambitions sont freinées, vos projets sont retardés. Impatient dans l'âme, vous cherchez une solution pour atteindre vos objectifs. Mars pousse un petit coup de gueule et vous invite à revoir vos priorités.

On a l'impression qu'avec votre argent vous faites des tours de magie ! Quand il n'y en a plus, il y en a encore ! Vous abordez les problèmes au cas par cas, aujourd'hui la chance vous sourit, vous avez la possibilité d'étoffer vos revenus.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez envie d'évoluer dans un service où vous trouveriez une meilleure place et plus de reconnaissance. Du mécontentement vous anime et des recherches vers un nouveau poste démarrent. Il faut compter sur de la patience pour atteindre votre objectif.

Vous faites attention à vos dépenses, car récemment, elles ont été fortes et vous devez freiner ces pulsions d'achats. Il est conseillé de vous limiter aux achats indispensables. La prudence est toujours de mise en cette journée.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vos projets prennent forme, vous recevez une aide inattendue. Vous possédez un excellent sens de l'analyse et trouverez facilement les solutions aux problèmes qui pourront se poser. L'ingéniosité est votre seconde nature !

Sous l'effet du trigone Jupiter/Mercure, vous équilibrerez parfaitement votre budget. Vous maîtrisez vos rentrées et vos dépenses. Vous saurez faire face aux frais inattendus si jamais ils se présentaient. Vous éviterez les dépenses superflues.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



Poisson (19 février - 21 mars)

Doué pour anticiper les problèmes et trouver une solution, rien ne vous arrêtera. Vous réfléchirez plus rapidement qu'à votre habitude, tout vous semblera plus clair. Par ailleurs, votre cote de sympathie est en hausse et vous donne accès à des soutiens inattendus.

Vos finances devraient s'épanouir. Sous une telle configuration astrale, l'argent arrive de manière assez conséquente. Augmentation, retour sur investissement, trop perçu, bref, une bonne nouvelle de ce côté-là, ça ne se refuse pas !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

853 Malikilé
Pourquoi le vaccin AstraZeneca indexe : La reprise de son professeur allemand
Transition malienne
Le M5-RFP refusera-t-il la compromission ?

854 Malikilé
Démographie, sécurité et paix : Vers une mutualisation des efforts des acteurs ?
Sommet sur le financement des économies africaines
Un air de déjà-vu

855 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAMAKO
"Développement durable et capital humain : Bases et pratiques opérationnelles pour la transition au Mali"
Points de presse du M5-RFP
Grand Rassemblement le 4 juin en lieu et place de l'indépendance

856 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAMAKO
21^{ème} édition du Forum de Bamako : Plus d'actions pour le président Aboubakar Coulibaly
EDITION SPECIALE
Mali
Vandalisme, cambriolages, trahisons et corruption au sommet de l'État

857 Malikilé
Mali : L'opposition appelle à une manifestation de soutien à la transition
Crise au Mali
Antipode d'un gouvernement sur-tout et y a-t-il une crise ?

858 Malikilé
Mali : L'opposition appelle à une manifestation de soutien à la transition
La création d'un Centre de Faits et de Renseignements au moment des débats
Difficultés négotiations avec le M5-RFP et manifestation au M5-RFP

859 Malikilé
Bah N'DAW aujourd'hui comme IBK hier : Mali, qui dirige la Transition du Mali ?
L'ONU condamne, mais ne sanctionne pas encore

860 Malikilé
Rectification de la transition : La primature au M5-RFP
Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali
Des zones d'ombre et des confusions

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23